

Service public fédéral Emploi,
Travail et Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES
DU TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ALGEMENE DIRECTIE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

Commission paritaire pour employés
de l'industrie de l'habillement et de la
confection
n°215

**CCT n° 58559/CO/215
du 19/06/2001**

Correction du texte en français :

- le 1^{er} § de l'article 3 : « *Les salaires horaires minimums ainsi que les salaires réellement payés seront augmentés de 1.000 BEF (24,79 euros) au 1^{er} juillet 2001 et de 15,50 euros (625 BEF) au 1^{er} janvier 2002.* » est corrigé comme suit :
« **Les salaires minimums mensuels ainsi que les salaires réellement payés seront augmentés de 1.000 BEF (24,79 euros) au 1^{er} juillet 2001 et de 15,50 euros (625 BEF) au 1^{er} janvier 2002.** ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de bedienden
van het kleding- en confectiebedrijf

nr. 215

**CAO nr. 58559/CO/215
van 19/06/2001**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- § 1 van artikel 3 : « *Les salaires horaires minimums ainsi que les salaires réellement payés seront augmentés de 1.000 BEF (24,79 euros) au 1^{er} juillet 2001 et de 15,50 euros (625 BEF) au 1^{er} janvier 2002.* » wordt verbeterd zoals volgt :
« **Les salaires minimums mensuels ainsi que les salaires réellement payés seront augmentés de 1.000 BEF (24,79 euros) au 1^{er} juillet 2001 et de 15,50 euros (625 BEF) au 1^{er} janvier 2002.** ».

Beslissing van

0 8 -05- 2006

**CCT DU 19 JUIN 2001 CONTENANT
L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2001/2002**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux employés qu'ils occupent.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable à partir du 1er janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2002 inclus et contient les nouveaux accords valables durant cette période.

CHAPITRE III - CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 3

3 9/5/26.

Les salaires ~~heures~~ ^{mensuels} minimums, ainsi que les salaires réellement payés seront augmentés de 1.000 BEF (24,79 euros) au 1^{er} juillet 2001 et de 15,50 euros (625 BEF) au 1^{er} janvier 2002.

Pour ce qui concerne les employés liés par un contrat de travail à temps partiel les rémunérations mensuelles ainsi que les rémunérations effectives seront majorées au prorata des prestations.

CHAPITRE IV -PREPENSION CONVENTIONNELLE A TEMPS PLEIN

Article 4

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée par la suite, pour la dernière fois jusqu'au 31 décembre 2000 par la convention collective de travail du 23 juin 1999, sera poursuivi durant la période du 1er janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2002, conformément aux conditions fixées aux articles 5 et 6 de la présente convention collective de travail et dans la convention collective de travail spécifique du 17 mai 2001 concernant la prépension conventionnelle.

Article 5

§1. Conformément aux dispositions de l'article 3, §2 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimal, depuis le 31 décembre 1999, a été fixé à 58 ans.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR. ENREGISTR.

NR.

11 -07- 2001

58559 10/215

§2. Outre les conditions d'ancienneté, fixées par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 précité, les employés, doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire en outre à l'une des conditions d'ancienneté suivantes :

- soit une occupation ininterrompue d'au moins cinq ans précédant immédiatement le licenciement, qui donne droit à la prépension, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection;
- soit une carrière d'au moins dix années d'occupation dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 6

Les conditions et engagements précis concernant ce régime de prépension sont réglés par la convention collective de travail séparée du 17 mai 2001.

Article 7

En cas de décès avant l'âge normal de la pension d'un employé prépensionné qui bénéficie d'une allocation complémentaire dans le sens de l'article 3 de la convention collective de travail sectorielle du 17 mai 2001 concernant la prépension conventionnelle, à charge du Fonds Social de Garantie pour les employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, ce Fonds Social de Garantie déterminera des droits d'octroi à spécifier aux héritiers légaux. Le Conseil d'Administration du Fonds Social de Garantie élaborera les modalités ainsi qu'une procédure en la matière.

CHAPITRE V –PREPENSION A MI-TEMPS

Article 8

La convention collective de travail du 3 juin 1997 concernant la prépension à mi-temps a été prolongée sans modifications jusqu'au 31 décembre 2002 par la convention collective de travail du 17 mai 2001.

CHAPITRE VI - FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 9

L'article 14 des statuts du Fonds Social de Garantie pour les employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par arrêté royal du 11 décembre 1979, sera modifié par la disposition suivante :

« Du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002, les cotisations patronales sont fixées à 0,83% des salaires bruts des employés.»

CHAPITRE VII - FORMATION ET EMPLOI

Article 10

La convention collective de travail du 23 juin 1999 concernant la formation et l'emploi est prolongée jusqu'au 31 décembre 2002.

CHAPITRE VIII - MOBILITE

Article 11

A l'article 10 de la convention collective de travail du 9 septembre 1991, fixant l'intervention dans les frais de transport des employés, modifiée par la convention collective de travail du 3 juin 1997, le montant de 800.000 BEF passera à 25.000 euros à partir du 1er janvier 2002.

CHAPITRE IX - APPLICATION SECTORIELLE DE LA CCT n° 77

Article 12

Ce chapitre réfère à la convention collective de travail n° 77 du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à un emploi à mi-temps. Il contient le complément sectoriel de différentes dispositions de la convention collective de travail précitée et entrera par conséquent en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Article 13

- § 1. La période maximale d'un an pour l'exercice du droit, visée à l'article 3 de la convention collective de travail n° 77 précitée, est portée à trois ans pour tous les employés.
- § 2. Les employés qui, en application de l'article 3 précité, prennent du crédit-temps pour une période supérieure à un an, peuvent, pour la deuxième et troisième année, uniquement le faire par période minimum d'un an.

Article 14

Le seuil de 5%, visé à l'article 15 de la convention collection de travail n° 77 précitée, est applicable à toutes les entreprises du secteur.

Au niveau de l'entreprise, ce seuil peut être augmenté, moyennant accord de l'employeur et en tenant compte des possibilités au niveau de l'organisation du travail et de l'éventuelle nécessité de remplacement des employés qui souhaitent se référer à la convention collection de travail visée.

CHAPITRE X - CLASSIFICATION DE FONCTIONS

Article 15

La convention collective de travail du 3 juin 1997 concernant les conditions de travail, modifiée par la convention collective de travail du 23 juin 1999, sera remplacée par trois nouvelles conventions collectives de travail, à savoir :

- une convention collective de travail concernant une nouvelle classification de fonctions et contenant de nouvelles échelles salariales ;
- une convention collective de travail concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation ;
- une convention collective de travail contenant l'article 13 de la convention collective de travail du 3 juin 1997 précitée.

CHAPITRE XI - SYSTEME D'INDEXATION

Article 16

Après analyse des conséquences des différentes évolutions possibles de l'inflation au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, un nouveau système de liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, qui correspond mieux à l'évolution de l'inflation, sera instauré à partir du 1^{er} avril 2002.

Ce nouveau système prévoit une adaptation semestrielle des salaires, soit chaque 1^{er} avril et 1^{er} octobre. Le calcul de l'adaptation s'effectue sur base de l'index des mois de février et août, précédant la date de l'adaptation.

En cas de consensus au sein de la commission paritaire pour le 31 décembre 2001 au plus tard, sur la prolongation du système existant ou sur l'instauration d'un autre système, il en sera tenu compte lors de la rédaction d'une nouvelle CCT spécifique concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation.

CHAPITRE XII - PROLONGATION DES ACCORDS EXISTANTS

Article 17

Les conventions collectives de travail, auxquelles il n'est pas référé dans la présente convention collective de travail contenant la paix sociale et qui prendront éventuellement fin au cours de la durée de validité de cette convention collective de travail, sont prolongées pour la durée de cette convention collective de travail.

CHAPITRE XIII - INCOMPATIBILITE AVEC D'AUTRES AVANTAGES

Article 18

Dans les entreprises ayant déjà accordé, entre le 1^{er} janvier 2001 et la date de conclusion de la présente convention collective de travail, des avantages au moins égaux aux avantages convenus dans la présente convention collective de travail, ces derniers avantages ne devront plus être accordés.

Les entreprises qui n'ont pas appliqué cette dernière disposition sont tenues de maintenir leurs pratiques d'entreprise.

CHAPITRE XIV - PAIX SOCIALE

Article 19

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les employés ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les employés s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

CAO VAN 19 JUNI 2001 HOUDENDE AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2001/2002

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en op de bedienden die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002 en bevat de nieuwe afspraken geldend gedurende deze periode.

HOOFDSTUK III - ARBEIDSVOORWAARDEN

Artikel 3

De minimummaandweden evenals de effectief uitbetaalde weden worden verhoogd met 1000 BEF (24,79 euro) op 1 juli 2001 en met 15,50 euro (625 BF) op 1 januari 2002.

Voor de bedienden die zijn tewerkgesteld met een deeltijdse arbeidsovereenkomst worden de minimummaandlonen evenals de effectief uitbetaalde lonen verhoogd pro rata van hun arbeidstijdregeling.

HOOFDSTUK IV - CONVENTIONEEL VOLTIJDS BRUGPENSIOEN

Artikel 4

Het stelsel van het conventioneel voltijds brugpensioen, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verlengd, voor het laatst tot 31 december 2000 bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999, wordt verdergezet gedurende de periode van 1 januari 2001 tot 31 december 2002, volgens de voorwaarden bepaald in de artikelen 5 en 6 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst en in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2001 betreffende het conventioneel brugpensioen.

Artikel 5

- § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 § 2 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, wordt sedert 31 december 1999 de minimumleeftijd vastgesteld op 58 jaar.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

11-07-2001

13-03-2001

NR.

58 559

100/115

§ 2. Naast de anciënniteitsvoorwaarden, vastgesteld door **voormeld** koninklijk besluit van 7 december 1992, dienen de bedienden, **om** te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen, bovendien te voldoen aan één van volgende anciënniteitsvoorwaarden :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 5 jaar onmiddellijk voor het ontslag, dat het recht op brugpensioen opent, in één of meerdere **ondernemingen** ressorterend onder het Paritair comité voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf.
- hetzij een loopbaan van minstens 10 jaar tewerkstelling in ondernemingen ressorterend onder het Paritair comité voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf.

Artikel 6

De precieze voorwaarden en verbintenissen aangaande dit brugpensioenstelsel werden geregeld bij afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2001.

Artikel 7

In geval van overlijden **vóór** de normale pensioenleeftijd van een bruggepensioneerde bediende die een **aanvullende** vergoeding in de zin van artikel 3 van de sectoriële collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2001 betreffende het conventioneel brugpensioen ten laste van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding-en confectiebedrijf geniet, zal dit Sociaal Waarborgfonds nader te bepalen rechten toekennen aan de wettelijke **erfgenamen**. De Raad van Beheer van het Sociaal Waarborgfonds zal de modaliteiten en een **procedure** terzake uitwerken.

HOOFDSTUK V - HALFTIJDEN BRUGPENSIOEN

Artikel 8

De collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende het halftijds brugpensioen werd **ongewijzigd** verlengd tot 31 december 2002 bij collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2001.

HOOFDSTUK VI - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 9

Artikel 14 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 **april** 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 zal worden vervangen door volgende bepaling :

"Van 1 januari 2001 tot 31 december 2002 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 0,83% van de **brutowedden** der bedienden".

HOOFDSTUK VII - VORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 10

De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende **vorming** en tewerkstelling van 23 juni 1999 zal **ongewijzigd** worden verlengd tot 31 december 2002.

HOOFDSTUK VIII - MOBILITEIT

Artikel 11

In artikel 10 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 1991, tot vaststelling van de tussenkomst in de vervoerskosten van de bedienden, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997, wordt met ingang van 1 januari 2002 het bedrag van 800.000 BEF verhoogd tot 25.000 EURO.

HOOFDSTUK IX - SECTORALE TOEPASSING VAN CAO nr. 77.

Artikel 12

Dit hoofdstuk verwijst naar de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 van de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking. Het bevat de sectorale invulling van verschillende bepalingen van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst en treedt derhalve in werking op 1 januari 2002.

Artikel 13

§ 1. De maximumperiode van één jaar voor de uitoefening van het recht, bedoeld in artikel 3 van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 wordt op drie jaar gebracht voor alle bedienden.

§ 2. De bedienden die in toepassing van voornoemd artikel 3 tijdskrediet opnemen voor een langere periode dan één jaar, kunnen dit voor het tweede en het derde jaar slechts doen per minimumperiode van één jaar.

Artikel 14

De drempel van 5 %, bedoeld in Artikel 15 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 is toepasselijk voor alle ondernemingen uit de sector.

Op ondernemingsvlak kan deze drempel worden verhoogd mits akkoord van de werkgever en rekening houdend met de mogelijkheden op het vlak van de arbeidsorganisatie en met de eventuele noodzaak tot vervanging van de bedienden die zich wensen te beroepen op de bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK X - FUNCTIECLASSIFICATIE

Artikel 15

De collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende de arbeidsvoorwaarden, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999 zal worden vervangen door drie nieuwe collectieve arbeidsovereenkomsten, te weten :

- een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende een nieuwe functieclassificatie en houdende nieuwe loonschalen;
- een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen;
- een collectieve arbeidsovereenkomst houdende artikel 13 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997.

HOOFDSTUK XI INDEXSYSTEEM

Artikel 16

Na analyse van de gevolgen van de **verschillende** mogelijke evoluties van de inflatie in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf wordt met ingang van 1 april 2002 overgestapt naar een **nieuw** systeem van koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen, dat **nauwer** aansluit bij de evolutie van de inflatie.

In dat nieuw systeem wordt een zesmaandelijks aanpassing van de lonen voorzien, telkens op 1 april en 1 oktober.

De berekening van de aanpassing gebeurt op basis van de indexcijfers van de **maand** februari, respectievelijk augustus voorafgaand aan de **datum** van de aanpassing.

Indien ten laatste op 31 december 2001 binnen het paritair comité een consensus bestaat omtrent de verlenging van het bestaande systeem of de invoering van een ander systeem, wordt **daarmee** rekening gehouden bij het opstellen van een nieuwe specifieke CAO betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

HOOFDSTUK XII - VERLENGING VAN BESTAANDE AKKOORDEN

Artikel 17

De collectieve arbeidsovereenkomsten **waarnaar** niet in deze collectieve arbeidsovereenkomst houdende akkoord van sociale vrede wordt verwezen en die eventueel een einde zouden hebben genomen tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden verlengd voor de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK XIII - NIET-CUMULATIE VAN VOORDELEN

Artikel 18

In **ondernemingen** die reeds tussen 1 januari 2001 en de datum van afsluiten van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst voordelen hebben toegekend die minstens gelijk zijn aan de in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen voordelen, dienen deze laatste niet **meer** te worden toegekend.

Ondernemingen die deze laatste bepaling niet hebben toegepast, dienen hun bedrijfspraktijken verder aan te houden.

HOOFDSTUK XIV - SOCIALE VREDE

Artikel 19

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt :

- 1) **alle** bepalingen betreffende de wedden en arbeidsvoorwaarden worden strikt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de **werknemers-** of de werkgeversorganisaties, noch door de bedienden of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de bedienden verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk **vlak**, noch op dat van de **onderneming** aangezien **alle** individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.